

# LE CAPORALISME PRUSSIEN AU CANADA

L'un des politiciens les plus verbeux et les moins sérieux du Canada clamait, l'autre jour, dans un beau mouvement d'éloquence sonore : Nous devons faire tous les sacrifices pour nous préserver du caporalisme prussien !

Le caporalisme prussien n'est que la conséquence inévitable des doctrines de force brutale, du culte de la guerre, que les chefs d'écoles et les publicistes allemands enseignent depuis un siècle.

Le militarisme allemand, M. Ewart l'a rappelé avec beaucoup, d'à propos, n'est que le perfectionnement du militarisme. Le mal, c'est le militarisme en soi. Il est aussi pernicieux, aussi antichrétien et antisocial, au Canada et en Angleterre qu'en Prusse. Parler de détruire le caporalisme prussien, si nous laissons croître chez nous l'esprit et les mœurs qui l'ont produit, c'est faire jeu de dupes ou d'hypocrites.

Et nous y arrivons rapidement.

D'où est sorti le caporalisme prussien ? Sur quelle terre a germé cette plante vénéneuse ? Par quoi l'a-t-on fécondé ?

En prêchant le culte de la guerre ; en faisant miroiter aux yeux de la jeunesse le clinquant des uniformes et l'aurole de la gloire ; en enseignant à toute la population que son principal devoir, c'est de prendre les armes et de soutenir par le fer et par le feu toutes les causes, bonnes ou mauvaises, qu'il plaira à une bande de politiciens, scudoyés par une junte d'agioteurs, de déclarer nationales.

\* \* \*

Cet évangile de la force brutale ne règne-t-il pas en maître chez nous ? Ces doctrines d'immoralité sociale n'ont-elles pas libre cours dans les plus hautes sphères de la nation ? N'est-ce pas un ministre canadien, M. Fielding, qui a proclamé, en plein parlement, que c'est le devoir du Canada de prendre part à toutes les guerres, "justes ou injustes", de l'Angleterre ?

N'est-on pas en voie de faire du militarisme la plus haute expression du patriotisme, ici comme en Allemagne ?

Cet enseignement est d'autant plus criminel, nous sommes d'autant plus coupables de nous y prêter, que le Canada, simple dépendance privée de toute initiative dans les affaires du monde, séparé de l'Europe par mille lieues d'océan, n'a aucune responsabilité directe, aucun intérêt immédiat, dans le conflit européen. Ce que nous reprochons comme un crime détestable aux Allemands, assoiffés de puissance et d'agrandissement pour leur patrie, nous le prêchons et le pratiquons au bénéfice de pays qui n'ont jamais rien fait, qui ne pourront jamais rien faire pour nous protéger efficacement. A la faveur de cette doctrine nouvelle, aussi prussienne qu'antibritannique, nos gouvernants, nos politiciens et leurs suiveurs de la presse, rompant avec une tradition séculaire et les termes bien arrêtés de l'entente conclue avec l'Angleterre, il y a plus de cinquante ans, nous imposent comme une obligation morale des charges écrasantes qui vont entraver le progrès du pays durant de longues années.

Le plus incroyable, c'est que l'on soutient partout qu'il est éminemment patriotique d'encourager cette propagande antinationale et révolutionnaire ; et l'on tient pour 'traîtres', 'déloyaux' et 'séditieux' ceux qui ont le courage et la clairvoyance de la combattre en faisant appel à la conscience nationale, à la tradition nationale, aux intérêts nationaux.

\* \* \*

Si le mal n'avait pénétré que dans le domaine des doctrines et des idées, il ne serait qu'à demi redoutable : les idées et les doctrines ne comptent guère dans un pays voué presque tout entier au mercantilisme et à la politique des appétits. Mais c'est encore et surtout dans le domaine des faits et des mœurs que le Canada se prussianise rapidement.

Qu'est-ce qui a fait du caporalisme prussien le maître de l'Allemagne et la terreur de l'Europe ? Le culte du soldat pour lui-même et son métier, et le culte de la nation pour l'armée, sa force et son autorité : c'est là le fond, l'essence du militarisme. Et c'est cela que nos guerriers de plume et de gu...le, si acharnés à le détruire en Prusse, par procuration, s'appliquent à développer chez nous sous sa forme la plus démoralisante.

En Prusse, le caporalisme, qui écrase la société civile, est lui-même soumis à une discipline de fer. Au Canada, l'on est en train de nous donner le caporalisme sans frein ni loi, en créant au bénéfice du soldat un régime de privilèges et d'impunité.

Il n'est pas question en ceci des pensions de retraite qu'on assure aux soldats, des secours qu'on accorde à leur famille, de leur solde beaucoup plus élevée que celle de toutes les armées de l'Europe. Du moment que le parlement a décidé de faire la guerre, il ne peut faire moins que de prendre soin de ceux qu'il encourage à aller au feu ; — encore qu'en stricte équité, c'est l'Angleterre qui devrait payer les frais de cette armée, puisque c'est pour elle qu'elle se bat. C'est le principe que sir John Macdonald avait posé en 1885.

Mais ce n'est pas là qu'est le mal. C'est dans la tradition toute prussienne qu'on est en voie de créer : que le soldat, quelque désordre ou quelque crime qu'il commette, échappe à la répression des lois et même au blâme public, et qu'il a droit, parce que soldat, à une situation et à des privilèges que l'on refuse aux autres citoyens.

\* \* \*

J'ai rappelé l'incident d'Ottawa. Sans doute, aux yeux des Jingo, c'était oeuvre patriotique, pour une bande de soldats ivres, que d'ameuter toute une foule, d'insulter des femmes et des vieillards, de brandir le drapeau britannique, après s'être mouché dedans, en chantant des couplets patriotiques — le tout sous l'oeil complaisant de la police et des magistrats. Il s'agissait de faire taire une voix libre : la noblesse du but légitimait les moyens. Mais que demain, une soldatesque en goguette en fasse autant à un politicien de parti qui n'aura pas l'heur de lui plaire, — comme ces soldats de Toronto qui brûlèrent M. Tarte en effigie, en 1899, — les journaux à la solde de ce parti le trouveront-ils aussi bon ? De quel droit se plaindront-ils ?

Du reste, les goujats d'Ottawa ne se sont pas bornés à étouffer ma voix 'séditieuse'. Tout fiers de leur exploit, ils ont pris les tramways d'assaut, ils ont jeté les voyageurs en bas, hommes, femmes et enfants. La police a laissé faire. Les officiers n'ont pas sévi.

Au sac du Devoir, l'un des chefs de la bande était un soldat anglais en uniforme, appartenant à l'un des régiments de Montréal. Il lançait des pierres dans nos carreaux, il hurlait : "Kill Bourassa ! Death to Bourassa ! To hell with Bourassa ! Goddam Bourassa !" Un assistant, de langue anglaise, indigné, l'a désigné à un officier de la police. Celui-ci n'a pas voulu arrêter ce forcené : "Je n'ai pas autorité, dit-il ; il a le costume militaire. C'est à la police de l'armée à en prendre charge." Et l'émeutier en uniforme continua sa besogne patriotique.

Dans les rues de Québec et de Lévis, ce n'est pas aux 'infâmes nationalistes' que s'attaquaient les soldats ivres, c'est aux passants les plus inoffensifs, aux femmes, aux religieuses, aux "fillettes", disait tristement l'Action Sociale. Une dame anglaise de Montréal, se méfiant des calomnies des *French and clerical papers*, a voulu se rendre compte de la vérité. Elle est allée passer une soirée à Québec. Elle en est revenue horrifiée, après avoir subi maintes insultes et propositions engageantes des soudards.

Ce règne de la terreur a duré plusieurs semaines. Les autorités militaires ne s'en sont pas émues. Les journaux patriotes ont couvert d'injures... les soudards ? Non, ceux qui avaient eu l'audace d'appeler l'attention des autorités sur les agissements des sauveurs de l'Empire.

\* \* \*

La même oblitération du sens moral, du sentiment de l'ordre, de la liberté et de la justice, se manifeste également dans l'appréciation par les journaux des actes des soldats sur le théâtre de la guerre.

C'est tout récemment que le *Star* publiait, sans commentaires, le récit d'un officier canadien qui avait aperçu deux soldats anglais en

train de creuser la fosse d'un prisonnier qu'ils se préparaient à exécuter tout tranquillement. Que fit l'officier, à son propre témoignage ? Il s'éloigna, pour ne pas les déranger.

Et cet autre récit publié dans le *Herald* du 29 mai. Un bataillon canadien ramenait quatre cents prisonniers. Nos soldats aperçoivent le cadavre d'un de leurs frères d'armes cloué par une baïonnette à la porte d'une auberge. Ils s'arrêtent, ils alignent les quatre cents prisonniers et les fusillent tous, à l'exception de neuf. Le *Herald* a appelé cette exécution un mouvement "d'indignation légitime". Comment l'aurait-il qualifiée si elle avait été mise au compte des Allemands ?

La conscience de l'humanité a justement flétri les cruautés abominables commises par les Allemands en Belgique. Mais de tels crimes ne seront réprimés, et surtout la férocité bestiale qui les inspire ne sera domptée, que le jour où chaque nation aura le courage et la force nécessaires pour châtier ses propres criminels et réprouber leur barbarie. Ce n'est pas en dénonçant les crimes des autres tout en palliant les nôtres et même en les glorifiant, que nous détruirons le virus du caporalisme.

\* \* \*

Mais l'expression la plus complète, la plus symptomatique de ce culte morbide du militarisme, c'est bien l'adoption de la loi qui permet à tous les soldats de voter dans les tranchées, au camp, en prison — partout où ils se trouveront au moment de l'élection.

Sans parler de l'impossibilité d'appliquer une telle mesure d'exception dans des conditions satisfaisantes, elle repose sur un principe absolument faux et antisocial. Elle ne pouvait passer qu'à la faveur de la fièvre de jingoïsme intense, de caporalisme à outrance, qui s'est emparée de nous.

Certes, le vrai courage militaire mérite d'être honoré. Celui qui donne sa vie pour la défense de son pays mérite l'hommage et la reconnaissance de ses compatriotes. Celui même qui se met au service de l'étranger pour une cause qu'il croit juste et bonne est digne de respect. De cette dernière catégorie de soldats volontaires, les troupes canadiennes qui combattent pour l'Angleterre en contiennent un grand nombre. Mais ni leur courage, ni leur dévouement, ne peuvent remplacer pour eux, situés comme ils sont, les conditions jugées essentielles pour permettre à toute autre classe de citoyens de voter en toute connaissance de cause dans une élection nationale. Encore moins ces conditions essentielles existent-elles pour les volontaires poussés à l'armée par la misère, le désœuvrement, le seul goût des aventures ou le désir d'échapper à la justice.

A l'ouverture de la Cour d'assises, en septembre dernier, la *Gazette* constatait qu'une vingtaine des accusés avaient échangé la prison pour le camp de Valcartier. Ils sont, espérons-le, devenus d'excellents soldats. Pour plusieurs de ces malheureux, le séjour à l'armée peut être l'occasion du salut et l'aurore d'une vie nouvelle et rédemptrice. Mais enfin, ni leurs antécédents ni leur vie actuelle ne leur donnent des aptitudes exceptionnelles pour juger les lois et l'administration publique et choisir les mandataires de la nation.

Même dans les pays où le culte de la guerre et de l'armée a atteint son plus haut point, en Allemagne ou en France, jamais l'on ne songerait à faire voter une telle loi.

Ces indices — et que d'autres on pourrait signaler — suffisent à marquer jusqu'à quel point le caporalisme prussien nous a conquis.

Henri BOURASSA.